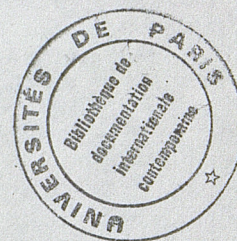


ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

43, rue de la Victoire 75009 PARIS Tél: 874 39 38.



Informations du Guatemala

1ère Année / N° 33

20 août 1983

POLITIQUE

Le Guatemala dans la stratégie régionale des Etats-Unis
L'Amérique Centrale, une priorité pour Reagan
Accord militaire entre le Guatemala et Le Salvador
FUR : Non à la guerre contre le Nicaragua
Inquiétude dans les milieux politiques
Castillo Montalvo : La mort et le désespoir
Mejia Victores : Contre l'avancée des Attila contemporains
URNG : Pour la défense de la Patrie centraméricaine
Un chef militaire : L'Unité Révolutionnaire s'opposera à l'action de l'Armée
Un vice-chancelier itinérant pour l'Amérique Centrale

CONTRE-INSURRECTION

Les liens entre le gouvernement et le secteur privé se resserrent
Projet de développement du secteur privé agraire

INSURRECTION

L'Armée fait part d'affrontements
Les FAR occupent des agglomérations
L'ORPA continue à pirater la radio
L'EGP continue les hostilités dans le Nord-Ouest

DROITS DE L'HOMME

Mejia Victores : Respecter les droits de l'homme
L'arbitraire continue à régner dans les tribunaux spéciaux
L'AEU demande une enquête sur les disparitions
Assassinés, séquestrés, blessés par balles
Un ingénieur et un ex-dirigeant syndical enlevés
83 paysans dans des hameaux stratégiques
PGT : Les disparus se trouvent dans les quartiers généraux

REFUGIES

Réfugiés ou guérilleros ?
Les réfugiés remercient le Mexique

60P.12315

LE GUATEMALA DANS LA STRATEGIE REGIONALE DES ETATS-UNIS

"Maintenant, les quatre pays de la région (Guatemala, Honduras, Le Salvador et Costa Rica) ont davantage de points communs et une plus large unité de vue sur la situation et sur la crise en Amérique Centrale", a commenté le sénateur républicain nord-américain Pete Wilson, à propos du changement de gouvernement au Guatemala.

Selon le sénateur Wilson, en visite dans le pays quatre jours après le coup d'Etat, le général Mejia Victores a sollicité la reprise de l'aide militaire nord-américaine. "Le général Mejia m'a déclaré pouvoir accepter une proposition des Etats-Unis pour réaliser des exercices militaires en commun, comme cela se fait au Honduras".

"Dans le cadre de la collaboration entre Le Salvador, le Honduras et le Guatemala, il est possible que des militaires guatémaltèques soient invités à s'entraîner au Honduras", a assuré le sénateur.

De retour dans son pays, Pete Wilson a fait des déclarations dans lesquelles il minimisait l'importance des démarches du groupe de Contadora pour trouver une solution négociée à la crise en Amérique Centrale.

L'AMERIQUE CENTRALE, UNE PRIORITE POUR REAGAN

"Pour le président Ronald Reagan, l'Amérique Centrale est la priorité numéro 1, ceci pour des raisons de sécurité, pour votre sécurité", a affirmé le 18 août Gabriel Gomez del Rio, fonctionnaire de l'Agence Internationale pour le Développement (AID) et conseiller dans le secteur privé s'adressant à des paysans des coopératives du Sud-Est du pays.

"Comment réussira-t-on à assurer la sécurité d'un peuple ?" "En ayant l'estomac plein ; si vous avez l'estomac plein, aucune puissance étrangère ne peut pénétrer dans le pays. Cette sorte de satisfaction, le président Reagan vous la garantit, une satisfaction sans mensonges, sans contrepartie.

ACCORD MILITAIRE ENTRE LE GUATEMALA ET LE SALVADOR

Selon le New York Times du 15 août, le Guatemala et le Salvador se sont mis d'accord sur un plan de développement et de coopération militaire.

Le régime du général Mejia Victores entraînera des soldats salvadoriens sur la base militaire située dans le département de Jutiapa (Est du Guatemala), à la frontière du pays.

En échange, Le Salvador vendra au Guatemala des armes et des munitions que lui fournissent les Etats-Unis.

"Grâce à cet accord, ont ajouté les informateurs militaires cités par le New York Times, le Guatemala économisera des devises et évitera d'avoir recours à l'aide militaire directe et immédiate des Etats-Unis pour l'instant, afin d'éviter toute critique".

Le 16 août, le gouvernement guatémaltèque a nié que des "troupes étrangères" soient venues s'entraîner dans le pays. Le même jour, à Washington, le département d'Etat a affirmé ne pas connaître l'accord militaire en question.

FUR : NON A LA GUERRE CONTRE LE NICARAGUA

"Le Guatemala ne doit pas entrer en guerre contre le Nicaragua", a affirmé le 17 août le premier secrétaire du parti social-démocrate, Front Uni de la Révolution (FUR), à propos de la situation en Amérique Centrale.

"Le FUR, a dit Toledo Penate, compte susciter un courant d'opinion afin d'éviter que le Guatemala ne s'implique dans cette situation. Nous ne pouvons être ni pro-Etats-Unis, ni pro-Union Soviétique. S' ils veulent élucider leurs différents ou résoudre leurs problèmes, qu'ils aillent le faire ailleurs, mais que ce ne soit pas aux dépens de l'Amérique Centrale."

INQUIETUDE DANS LES MILIEUX POLITIQUES

Les partis politiques traditionnels, à l'exception de l'extrême-droite, ont exigé du gouvernement du général Mejia Victores : la restitution du pouvoir aux civils, la formation d'une junta composée de militaires et de civils, la promulgation immédiate des lois sur la redémocratisation, la destitution du président du conseil d'Etat, Jorge Serrano Elias, la suppression de la TVA, et la réintégration des travailleurs victimes des licenciements en masse du régime précédent.

Les groupes d'extrême-droite, :le Mouvement de Libération Nationale, le Parti Institutionnel Démocratique et la Centrale Authentique Nationaliste ne se sont pas officiellement manifestés sur le coup d'Etat, ce qui a été interprété comme un aval au nouveau gouvernement militaire.

CASTILLO MONTALVO : LA MORT ET LE DESESPAIR

"Tout ce que les Guatémaltèques peuvent espérer du nouveau régime, c'est encore plus de misère, encore plus de faim, de marginalisation, de répression, d'assassinats politiques et d'enlèvements, c'est-à-dire encore la mort et le désespoir", a déclaré le 15 août à Enfoprensa le docteur Rolando Castillo Montalvo, membre de l'opposition guatémaltèque.

MEJIA VICTORES : CONTRE L'AVANCEE DES ATTLILA CONTEMPORAINS

Le général Mejia Victores, lors d'un discours prononcé lors de la célébration du Jour du Drapeau a déclaré que le gouvernement fera front à "l'avancée des Attila contemporains" qui "veulent suspendre des drapeaux rouges à chaque branches de notre pays, comme ceux qui flottent au-dessus de l'Amérique Centrale", faisant ainsi clairement allusion au gouvernement et au peuple nicaraguayens.

La retransmission du discours de Mejia Victores sur les chaînes de télévision et les stations de radio a été piratée. Une voix a déclaré : "Je m'adresse à tous les compagnons soldats et aux officiers honnêtes comme un jeune officier qui ne veut pas que nos mains continuent à tâcher du sang de nos..." Il a été interrompu à ce moment-là.

URNG : POUR LA DEFENSE DE LA PATRIE CENTRAMERICAINE

"Devant la gravité de la situation en Amérique Centrale", l'URNG, l'Unité

Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque a publié un communiqué dans lequel elle déclare : "Notre patrie centraméricaine ne s'est jamais sentie aussi gravement et aussi traîtreusement agressée et menacée".

L'URNG affirme que "les gouvernements antipopulaires ont vendu la souveraineté et l'indépendance de la région" et que l'administration Reagan "a créé une atmosphère chargée de tensions, de menaces et de provocations ; elle a assombri le ciel d'Amérique Centrale en brandissant le spectre de la guerre et de l'intervention directe".

Le gouvernement militaire du Guatemala, ajoute l'URNG, agit en tant que "supôt de Reagan", posant des obstacles aux démarches pour la paix du groupe de Contadora, en échange de l'aide économique et militaire des Etats-Unis. Cette aide ne servira qu'à "enrichir la caste gouvernante et à mettre en place d'autres plans de répression contre le peuple".

Selon l'URNG, l'aide militaire nord-américaine et israélienne apportée à la dictature guatémaltèque aurait pour objectif de venir à bout du mouvement révolutionnaire au Guatemala afin d'avoir les mains libres pour mener à bien "ses projets interventionnistes contre les peuples frères du Salvador et du Nicaragua, et pour poursuivre la politique d'hostilité et de déstabilisation des pays frontaliers".

Face à ce qu'elle qualifie de "trahison" du gouvernement guatémaltèque, l'URNG affirme "sa volonté déterminée de continuer la lutte et d'intensifier les combats afin de fixer définitivement l'armée guatémaltèque sur les lieux de nos opérations et éviter qu'elle se mobilise contre nos peuples frères".

UN CHEF MILITAIRE : L'UNITE REVOLUTIONNAIRE S'OPPOSERA A L'ACTION DE L'ARMEE

L'unité et l'offensive des quatre organisations insurgées qui composent l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG) rendront difficiles les opérations contre-insurrectionnelles de l'Armée dans le pays, a déclaré le 17 août le général Hector Mario Lopez Fuentes, chef de l'état-major de l'Armée.

"Il est question de contrer ou de prévenir l'offensive annoncée par l'Unité Révolutionnaire", a dit Lopez Fuentes, dans ce que l'on suppose être une réponse au communiqué de l'URNG émis le 15 août.

UN VICE-CHANCELIER ITINERANT POUR L'AMERIQUE CENTRALE

Le général Oscar Mejia Victores a désigné le 16 août Frederico Fashen comme vice-chancelier itinérant pour l'Amérique Centrale.

Fashen, jusqu'à présent directeur de l'Institut Guatémaltèque de Tourisme (INGUAT) se rendra prochainement dans plusieurs pays de l'isthme centraméricain afin, selon des officiels, de promouvoir de bonnes relations diplomatiques.

C O N T R E - I N S U R R E C T I O N

LES LIENS ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LE SECTEUR PRIVE SE RESSERRENT

Le général Mejia Victores et le Comité de coordination des Associations Agricoles,

Commerciales, Industrielles et Financières (CACIF), organisme représentant les principaux secteurs économiques du pays, se sont réunis le 16 août. Le gouvernement a accepté de demander un prêt de un million auprès d'organismes de crédit à l'extérieur, afin que le CACIF puisse régler ses échéances les plus proches et qu'il réactive l'économie nationale.

Cette mesure a facilité l'accord entre le gouvernement et le secteur privé sur l'application de la loi de la taxe à la valeur ajoutée, dont le taux sera probablement rapporté de 10 à 7%.

Ce même jour, Frédérick Chapin, ambassadeur des Etats-Unis dans le pays, a fait savoir que le gouvernement nord-américain accordait un prêt de 10 millions de dollars, dans le cadre d'un programme d'aide économique auquel participent des institutions financières et des entreprises de construction du secteur privé.

PROJET DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE AGRAIRE

L'avant-projet de loi sur le développement du secteur privé agraire (DEA : Desarrollo Empresarial Agrario) a été présenté au CACIF par le gouvernement, afin que le secteur privé se prononce sur le projet.

Ce projet avait provoqué, il y a quelques semaines, l'inquiétude du secteur privé, qui craignait qu'il ne s'agisse d'une réforme agraire.

Le projet DEA est en réalité un plan de contre-insurrection (appelé précédemment "Comunidades Comins"), élaboré suivant les conseils d'Israel et de l'Agence Internationale pour le Développement (AID). Il n'affecte pas les terres inexploitées du secteur privé.

INSURRECTION

L'ARMEE FAIT PART D'AFFRONTEMENTS

Selon des informateurs du Bureau des Relations Publiques de l'Armée, les troupes officielles et les insurgés se sont affrontés à la mi-août, à Las Majadas et à Playa Grande, dans les départements de Huehuetenango et du Quiché (Nord-Ouest du pays).

Selon les mêmes sources, les forces guérilleras ont occupé le domaine Adelaida, département de Suchitepequez (Sud du pays), où elles ont tenu un meeting avec les travailleurs agricoles.

LES FAR OCCUPENT DES AGGLOMERATIONS

Les Forces Armées Rebelles (FAR) ont fait savoir qu'entre le 17 et le 18 août, leurs effectifs ont occupé un tronçon de route entre les villages San Diego et El Naranjo, ainsi que la coopérative Centre Paysan, dans la municipalité de La Libertad, département du Peten. Le domaine El Faso et les coopératives La Amistad et Las Flores, dans la municipalité de Dolores, département du Peten ont également été occupés.

Toutes ces actions ont permis la diffusion de la propagande révolutionnaire et la tenue de meetings pour dénoncer les manoeuvres du coup d'Etat et l'attitude

"collaboratrice" du nouveau gouvernement avec la politique nord-américaine en Amérique Centrale.

L'ORPA CONTINUE A PIRATER LA RADIO

L'Organisation du Peuple en Armes (ORPA), a continué ses piratages de la radio et transmis des messages à la population de la capitale et de plusieurs villes de l'intérieur.

EGP CONTINUE LES HOSTILITES DANS LE NORD-OUEST

L'Armée Guérillera des Pauvres (EGP) a fait savoir dans sa publication "Informador Guerrillero" datée du 1er août, que ses unités guérilleras "ont harcelé sans répit les troupes de l'Armée dans le Nord-Ouest du pays." La publication fait mention de Chipalpemech, Tactic, Las Guacamayas, et Cuilco, dans les départements de Alta Verapaz, du Quiché et de Huehuetenango, localités où les forces de l'EGP ont affronté l'Armée.

DROITS DE L'HOMME

MEJIA VICTORES : RESPECTER LES DROITS DE L'HOMME

"Les droits de l'homme seront scrupuleusement respectés au Guatemala", a déclaré le général Mejia Victores lors de sa première entrevue en tant que chef de l'Etat avec les membres du corps diplomatique au Guatemala.

L'ARBITRAIRE CONTINUE A REGNER DANS LES TRIBUNAUX SPECIAUX

Le gouvernement ayant donné l'ordre de conclure toutes les procédures en cours avant le 1er septembre, les tribunaux spéciaux prononcent à la hâte des sentences allant jusqu'à 30 ans de prison.

Les parents et les proches de plusieurs inculpés ont dénoncé, le 17 août, le caractère secret et expéditif de ces procès ainsi que l'atteinte au droit légitime de la défense qu'ils représentent.

La Commission des Droits de l'Homme du Guatemala, dans un communiqué daté du 16 août, a exigé du gouvernement la libération ou l'assignation devant les tribunaux ordinaires des personnes actuellement aux mains des tribunaux spéciaux ; elle a également requis la sanction des responsables des 15 condamnations à mort prononcées par ces tribunaux et l'indemnisation des familles des victimes passées par les armes.

L'AEU DEMANDE UNE ENQUETE SUR LES DISPARITIONS

L'Association des Etudiants Universitaires (AEU) a demandé au général Mejia Victores de faire savoir où se trouvent les milliers de disparus sous le régime de Rios Montt, alors que le nouveau chef de l'Etat était ministre de la Défense.

L'association étudiante, dans un communiqué du 17 août, publie le nom de 25 étudiants, enseignants et employés de l'Université Nationale qui, selon elle, ont été arrêtés par les forces de sécurité ces derniers mois.

ASSASSINES, SEQUESTRES, BLESSES PAR BALLE

18 personnes assassinées, 6 blessées par balles au cours d'opérations de contrôle effectuées par les forces gouvernementales, 2 disparus et 10 personnes enlevées, tel est le bilan provisoire de la violence officielle entre les 11 et 16 août.

La majorité des cadavres des 18 personnes portaient des traces de sévices et de torture, de blessures par balles. 11 cadavres n'ont pu être identifiés. On a retrouvé les corps dans les rivières, ou abandonnés sur les routes et dans les rues des villes du pays.

D'autre part, Javier Lopez Hidalgo, étudiant âgé de 16 ans, qui avait disparu depuis le jour du coup d'Etat, a été trouvé mort dans une rue de la capitale Dimanche 14 août.

Alfredo Mejia Tahuite, 22 ans, porté disparu depuis le début du mois de juillet, et dont les autorités n'avaient la détention, fut trouvé blessé par balles à l'hôpital de la police nationale, le 15 août.

UN INGENIEUR ET UN EX-DIRIGEANT SYNDICAL ENLEVES

La Commission des Droits de l'Homme du Guatemala (CDHG) a dénoncé, le 16 août, l'enlèvement de l'ingénieur Jorge Rosal Paz ainsi que celui de l'ex-dirigeant syndical Jose Luis Ramos, 68 ans, de son épouse Antonia Argueta, 64 ans, et de la jeune Telma Ruth Zetina, 22 ans.

L'ingénieur Jorge Rosal Paz a été enlevé le 12 août. Mme Gisela Paz de Rosal, la mère du séquestré, a lancé un appel au gouvernement pour que "respectant ses promesses d'amnistie, au nom des droits de l'homme et de la démocratisation", il fasse savoir où se trouve son fils et lui rende sa liberté. Mme. Paz de Rosal a fait savoir que l'enlèvement de son fils a été dénoncé auprès d'Amnesty International, de l'OEA, de l'ONU, du Conseil Mondial des Eglises et de la Commission des Droits de l'Homme du Guatemala.

L'ex-dirigeant syndical Jose Luis Ramos a été un membre actif de la Confédération Guatémaltèque du Travail (CGT) de 1952 à 1954, durant le gouvernement de Jacobo Arbenz. Il a ensuite été délégué syndical à la Fédération Syndicale Mondiale (FSM) et fondateur de l'actuelle Fédération Syndicale Autonome du Guatemala (FASGUA).

83 PAYSANS DANS DES HAMEAUX STRATEGIQUES

83 paysans ont été appréhendés le 12 août par les troupes du gouvernement, après avoir été poursuivis pendant plusieurs jours. Les paysans, en majorité des femmes et des enfants, avaient fui l'année dernière dans les montagnes pour échapper aux opérations militaires effectuées par l'Armée contre la population civile.

Les paysans, originaires des villages de Acul, Chosonib et Tzabal, ont été transférés dans les hameaux stratégiques de la région.

Des centaines de milliers de paysans guatémaltèques ont été obligés de se réfugier dans les montagnes du pays ; ils sont accusés par l'Armée de collaborer avec la guérilla, ou d'en être militant, et beaucoup d'entre eux (surtout les hommes) sont assassinés lorsqu'ils se font prendre.